

Quel poids pèsent vraiment les gestes individuels dans le changement climatique?

[Maxime Brousse](#) — 20 septembre 2018 à 15h00 — mis à jour le 21 septembre 2018 à 10h50

Les 150.000 personnes qui ont défilé à la Marche pour le climat auront beau changer de comportement, sans relai politique, cela n'aura pas d'impact.

Deux jours avant la Marche pour le climat du 8 septembre sortait *Ça commence par moi* (Seuil), premier livre de Julien Vidal, qui retrace un an d'efforts personnels pour limiter son impact sur la planète. L'auteur y relate le défi qu'il s'est lancé en septembre 2016: adopter chaque jour pendant un an une habitude écoresponsable (adhérer à un supermarché coopératif, éteindre ses multiprises, préparer les plats qu'on mange au bureau...) et la partager sur son blog. Dans ces pages, on trouve du bon sens, pas mal d'astuces, et l'assurance qu'il existe de nombreuses façons d'agir contre le dérèglement climatique. Mais le titre de son ouvrage ravive aussi un clivage vieux comme les mouvements sociaux: la transition écologique doit-elle passer par une évolution des comportements individuels ou par une remise en cause du système?

Voilà une idée assez répandue: la transition écologique devrait passer par des changements individuels –c'est le «*sois le changement que tu veux voir en ce monde*» qu'on attribue à Gandhi. C'est ce que pense par exemple Tristan Lecomte, fondateur de PUR Projet, une entreprise qui «*accompagne les entreprises*» comme Nespresso ou Chanel «*dans l'intégration*

de la problématique du climat au cœur de leur chaîne de valeurs». En 2010, l'entrepreneur écrivait: «*Une critique vindicative n'est que l'expression de ses propres contradictions, de ses peurs et de son sentiment d'impuissance. Le monde n'est injuste que parce que nous sommes tous, individuellement et collectivement, injustes. On s'offusque de la pauvreté, qui n'est pourtant que l'évidente expression de notre égoïsme à tous*». Ainsi, l'augmentation d'un million du nombre de pauvres en France en dix ans, par exemple, n'est pas le résultat de décisions politiques, mais d'un égoïsme également partagé entre tous et toutes –par les 21% de Français et Françaises ayant «*du mal à se procurer une alimentation saine pour assurer trois repas par jour*», comme par les 580.000 millionnaires de l'Hexagone (un chiffre qui a augmenté de près de 47% entre 2007 et 2016).

À LIRE AUSSI [La terrible souffrance des gens riches](#)

Responsabilisation n'est pas culpabilisation

La culpabilisation de l'individu est une technique éculée dans de nombreux domaines, comme le montre «Cash Investigation» dans son reportage sur le plastique ou le magazine Frustration dans un article consacré au développement personnel. Quel que soit le secteur, la finalité est la même: faire reposer le poids de décisions politiques, collectives, systémiques, sur les épaules d'individus généralement incapables de peser sur ces décisions.

Plus récemment, Jacques Attali a réactualisé cette grille de lecture, dans la foulée de la Marche pour le climat du 8 septembre. «*Combien de ces manifestants sont-ils végétariens? ? Combien trient leurs déchets? Combien vérifient qu'ils ne consomment aucun objet ou service dont la production est gaspilleuse d'énergie?*» a-t-il écrit dans un tweet accompagné d'un lien vers un post Instagram de GoodPlanet, la fondation de Yann Arthus-Bertrand financée entre autres par la BNP Pari-

bas, le groupe Suez, Bouygues ou Coca-Cola. Bref, les entreprises et les politiques n'ont aucune responsabilité, mais vous êtes priés d'éteindre la lumière en sortant.



[Jacques Attali](#)

✓@jattali

Combien de ces manifestants sont ils végétariens? Combien ont banni l'usage du plastique? Combien trient leurs déchets? Combien vérifient qu'ils ne consomment aucun objet ou service dont la production est gaspilleuse d'énergie? Combien sont « positifs »? https://instagram.com/p/Bnd9cpKBi_J/
18:12 - 8 sept. 2018

870

1 416 personnes parlent à ce sujet

[Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité](#)

En entendant «Ça commence par moi», on se dit qu'on a affaire à un disciple d'Attali, persuadé qu'on se doit d'être irréprochable avant de pouvoir formuler la moindre critique. *«Ce n'est pas du tout ce que je dis, on est bien d'accord, clarifie d'entrée Julien Vidal. Malheureusement, le discours libéral s'est approprié les concepts de l'action individuelle et les a dévoyés, pour la limiter à une action individualiste. Et monsieur Attali est exactement dans cette culpabilisation individuelle, selon laquelle il faut être parfait pour agir. Mais c'est absolument faux.»*

Et sur la culpabilisation aussi, il y aurait confusion. *«On confond culpabilisation et responsabilisation, c'est dommage, déplore-t-il. C'est pas parce qu'on dit "regardez, voilà les conséquences de vos actes" qu'on culpabilise les gens. On leur dit juste "voyez la réalité en face et regardez: nos actions ont tel impact, positif ou négatif".»*

La culpabilisation de l'individu s'accompagne d'une dépolitisation du sujet, estime le chercheur [Jean-Baptiste Comby](#). Quand

on parle de dérèglement climatique, «*l'accent est mis sur les conséquences de l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, beaucoup moins sur ses causes*», explique-t-il à L'Obs. Les médias «*attribue[nt] la responsabilité du dérèglement aux "activités humaines", comme si toutes les activités polluaient de façon équivalente*, poursuit-il. *[On] évacue la question de savoir quelles décisions politiques et mécanismes économiques sont à l'origine d'activités polluantes*».

À LIRE AUSSI [Dix géants de l'agroalimentaire émettent plus de gaz à effet de serre que quatre pays nordiques](#)

L'individuel mène au collectif

On pourrait reprocher à *Ça commence par moi* de participer à cette dépolitisation, que Jean-Baptiste Comby définit comme le fait de «*passer sous silence les causes collectives et structurelles de la pollution: l'aménagement des villes et des transports, l'organisation du travail, le fonctionnement de l'agriculture, le commerce international, l'extension infinie du marché*». Certes, le livre de Julien Vidal évoque peu le rôle des structures et se concentre sur des initiatives personnelles ou collectives à petite échelle. Mais c'est normal: il n'est ni chercheur ni militant.

Et son inventaire de «petits pas» est bien plus politique qu'il n'y paraît, notamment parce que collectif et individuel y sont à tout moment imbriqués. «*L'individuel va souvent dans le sens du collectif*, assure-t-il. *Participer à un café de rue avec le Secours catholique, au budget participatif de Paris, aux actions de nettoyage dans un quartier, aller dans un supermarché coopératif, ce sont des actions collectives.*» Derrière la démarche individuelle donc, l'évidence du collectif qui permet de tisser un réseau, d'élargir son champ de compétences, «*d'expérimenter ce que pourrait être le monde de demain*» comme le dit Maxime Combes, de l'association [Attac](#).

[Voir l'image sur Twitter](#)



[Maxime Combes](#) @MaximCombes

[DÉPÊCHE @afpfr]

«Le succès des #MarchePourLeClimat montre que le sursaut citoyen est là, il ne manque que le sursaut politique»

Avec @clemencejeanned @XimeLelong http://www.lepoint.fr/environnement/apres-le-depart-de-hulot-la-marche-pour-le-climat-des-citoyens-08-09-2018-2249587_1927.php ...
[08:27 - 9 sept. 2018](#)

85

55 personnes parlent à ce sujet

Le collectif, c'est le choix qu'a fait Maxime Lelong, organisateur de la Marche pour le climat: *«Ça fait des années qu'on est dans une culpabilisation de l'individu alors qu'on est tous conscients que les dix tonnes de plastique produites chaque seconde, c'est pas nous qui les fabriquons! Hulot était "garant" de la transition écologique en France et il a fait un aveu d'impuissance en démissionnant. Pour moi, cette marche, c'était le seul moyen de faire prendre conscience à notre gouvernement que c'était inadmissible qu'un ministre fasse un tel aveu... Il fallait exercer notre souveraineté pour faire entendre au gouvernement qu'il faut que la protection de l'environnement soit au centre de toutes les mesures politiques»*. Mais si la mobilisation a suscité de l'enthousiasme, elle n'a pas fait vaciller le système.

Pas d'impact sans relai politique

Au fil de ses 304 pages, Julien Vidal invite chacun à «faire sa part», comme Pierre Rabhi –l'essayiste de plus en plus dézingué par les médias est cité à plusieurs reprises dans l'ouvrage. Mais chez Rabhi, la question du rapport de force est évacuée, inexistante. À tel point que Mediapart s'interroge: *«Est-il un extraordinaire diffuseur de radicalité décroissante ou un personnage démonétisé qui ne sert qu'à rassurer le système, en jugeant que la transformation de soi pourrait suffire à résoudre les crises écologiques?»*.

Rabhi comme Attali pensent le dérèglement climatique comme un phénomène «hors-sol», qui ne serait pas le résultat de processus politiques longs et complexes. *«En alimentant l'idée qu'il existe des solutions locales à l'effondrement de l'écosystème et que la crise écologique peut se résoudre par l'ingéniosité humaine et la bonne volonté personnelle, [Rabhi] efface l'importance des mécanismes de domination: de classe, de race, de genre»*, poursuit Mediapart. Une faiblesse dans laquelle ne tombe pas l'auteur de *Ça commence par moi*: *«Les plus précaires sont ceux qui polluent le moins. On les accable avec l'huile de palme ou le tri des déchets, mais comparé à un SUV ou à un vol transatlantique, c'est un impact qui n'a rien à voir. C'est un peu comme quand on parle de fraude fiscale et qu'on nous répond "mais regardez la fraude sociale"»* alors qu'elles sont sans commune mesure.

«Même si 10% de la population se mettent à faire tout ce qu'il y a dans ce livre, est-ce que ça va vraiment changer les choses?»

L'erreur de Julien Vidal, c'est sans doute de ne pas avoir saisi qu'il avait dépassé ses modèles. Alors que Rabhi s'inscrit dans un retrait de la société à travers des structures dont il est presque toujours à l'origine, Julien Vidal reste au cœur de cette société (il est salarié à Paris quand il se lance dans ce projet) et s'investit dans les projets des autres.

Ceci dit, d'un point vu mathématique, sa démarche se vérifie-t-elle?

Pas sûr. «*Même si 10% de la population se mettent à faire tout ce qu'il y a dans ce livre, est-ce que ça va vraiment changer les choses?* s'interroge Maxime Lelong. *Certaines mesures doivent être prises au niveau étatique ou européen.*»

Si tous et toutes les Françaises adoptaient un mode de vie comparable à celui de *Ça commence par moi*, cela représenterait une économie annuelle de 583 millions de tonnes d'équivalent CO₂, soit une baisse de 80% de nos émissions. C'est énorme, et en même temps, ce n'est pas grand-chose par rapport aux six milliards de tonnes d'équivalent CO₂ émises par le groupe Total. Les 150.000 personnes qui ont défilé le 8 septembre auront beau changer de comportement, sans relai politique, cela n'aura pas d'impact. Mais le but des initiatives de Maxime Lelong et de Julien Vidal, ce n'est pas de tout changer, tout de suite –d'ailleurs, tous deux insistent sur le fait qu'ils ne sont pas militants. C'est de s'approprier une démarche et «*d'essayer de faire pencher la balance du côté qui [les] intéresse*».

À LIRE AUSSI [Adopte un mode de vie.com ou la recherche d'une autre façon de vivre à l'ère des réseaux sociaux](#)

Repolitiser la question

Alors évidemment, les gestes individuels –aussi nombreux soient-ils– ne renverseront pas la tendance. Pour autant, ils sont indispensables, comme l'explique Maxime Combes, dont l'association «*cherche à dépasser l'opposition historique entre changement individuel et lutte collective*». «*Sur la crise climatique, nous considérons que les deux approches sont absolument essentielles. Elles doivent se nourrir l'une, l'autre*», affirme l'économiste d'Attac. Pour lui, les initiatives individuelles ou «*collectives à petite échelle*» sont un premier pas pour repolitiser la question du dérèglement climatique et ainsi instaurer un rapport de force.

C'est par ce type d'actions, souvent simples à mettre en place (comme le fait d'adhérer à une Amap ou d'opter pour un fournisseur d'énergie verte) que les citoyennes et citoyens vont être amenés à se saisir de problématiques plus complexes, comme les traités de libre-échange ou la fraude fiscale. En fin de compte, c'est une même ambition qui anime Julien Vidal et Maxime Lelong: celle de se saisir de l'enjeu le plus crucial de notre génération et, au passage, tenter de fournir aux autres le moyen de s'en emparer.